



## **Sauver nos terres agricoles : « Des pommes de terre plutôt que des mâchefers ! »**

*Céline Amaudruz, Vice-présidente du comité d'initiative « OUI au recyclage des déchets non biodégradables ».*

Avant la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine, de nombreux groupes de réflexion faisaient l'éloge d'une économie mondialisée et de la fin des frontières pour permettre la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. Toutefois, à contre-pied de cette idéologie, de plus en plus de citoyens souhaitent favoriser l'agriculture et l'économie locales en optant pour des produits locaux de saison et de qualité.

Avec plus de 500'000 habitants et 11'000 hectares de surface agricole utile, Genève ne couvre que 11% de ses besoins alimentaires, contre 57% pour la moyenne suisse. C'est dire si nos terres agricoles sont rares et précieuses. Pour se nourrir, les habitants du canton dépendent pour une large part des zones franches, du reste de la Suisse et de l'étranger<sup>1</sup>.

La population soutient pourtant son agriculture, à laquelle la Constitution fédérale (art. 104) et la loi attribuent des tâches importantes. L'agriculture doit répondre à la sécurité de l'approvisionnement de la population. Ainsi, le respect de la norme constitutionnelle fédérale implique de ne pas ouvrir davantage les frontières, d'améliorer les conditions-cadres de l'agriculture et d'encourager la production indigène de denrées alimentaires. Le canton de Genève, malgré une image urbaine et internationale, est aussi un canton agricole. La Constitution genevoise n'oublie pas l'agriculture et prévoit que l'Etat encourage une agriculture diversifiée de qualité, respectueuse de l'environnement et de proximité (art. 187, al. 1).

Rappelons qu'en date du 24 septembre 2017, l'article constitutionnel relatif à la sécurité alimentaire a été plébiscité par le peuple à hauteur de 78,7% au niveau suisse, le score atteignant 88,3% ici à Genève, troisième position derrière Vaud et Jura. De tels scores démontrent clairement que la population tient à son agriculture.

En janvier 2021, on s'en souvient, le Grand Conseil genevois a adopté à l'unanimité et renvoyé au Conseil d'Etat la motion 2644 « Crise mondiale, solutions locales : pour une augmentation du degré d'autosuffisance alimentaire de Genève ». La motion demande à augmenter le taux d'autosuffisance alimentaire du canton de Genève à 20% d'ici à 2050 au travers d'un plan stratégique. L'examen de la motion en commission a démontré que le degré d'autosuffisance alimentaire du canton de Genève était encore plus faible qu'estimé et que le niveau d'autoapprovisionnement pour certains produits est même particulièrement faible, à l'image de la viande bovine (8%), du lait (4%) ou de la viande porcine (3%).

---

<sup>1</sup> <https://www.ge.ch/document/agriculture-rapport-metabolisme-agricole-franco-valdo-genevois/annexe/0>



La crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont mis en avant l'importance d'une production alimentaire locale. Une augmentation du niveau d'auto-provisionnement est réalisable si l'engagement politique se dessine en faveur de l'écologie, de la consommation locale et de l'agriculture et non pas en faveur de l'implantation de décharges en zone agricole. Le souhait de la population est de rendre économiquement viable une consommation chaque jour un peu plus locale, plutôt que de continuer à importer des fruits et légumes de l'étranger produits dans des conditions discutables.

Nos terres agricoles ont vocation à nous nourrir et ne sont pas un simple réservoir de terrains à bâtir ou destinés à accueillir toutes sortes d'«installations» incompatibles avec la zone agricole comme des décharges notamment. A notre sens, l'enfouissement de mâchefers et de matériaux bioactifs sur nos terrains agricoles n'est ni conforme à l'affectation en zone agricole ni compatible avec la volonté du Grand Conseil d'augmenter massivement le taux d'autosuffisance alimentaire de Genève.

Nous devons revenir à une politique du possible en commençant par évaluer la quantité de gravats, de déchets ménagers que Genève peut gérer et adapter les ambitions en fonction du résultat. Nous sommes déjà allés largement trop loin puisque notre environnement préservé se réduit comme peau de chagrin. Avec notre initiative, nous voulons mettre un terme à cette trop facile pratique d'enfouissement et contraindre les pouvoirs publics à suivre de nouvelles pistes permettant la valorisation des déchets dont il est question. Nous voulons également préserver les dernières terres productives du canton.